

ENFOPRENSA

Agence guatémaltèque de presse

Informations du Guatemala

2° année / N° 93

du 5 au 11 octobre 1984

POLITIQUE

Scission au sein de l'armée

Candidats présidentiels face au secteur privé

La pire crise politique de l'histoire

Rumeurs à propos d'un nouveau coup d'état

ECONOMIE

Nouveaux impôts : sans appel

Le Costa Rica suspend les relations commerciales avec le Guatemala

INSURRECTION

Sept affrontements armés dans le Suchitepequez

Embuscade insurrectionnelle à El Quiche

DROITS DE L'HOMME

"Un cadre dantesque" : l'OEA

Le gouvernement refuse les indications de l'ONU

De Janvier à Août : plus de 1 000 assassinats

Le Comité pour la Justice et la Paix accuse

31 assassinats en une semaine

Délinquance et criminalité : réalité quotidienne

SCISSION AU SEIN DE L'ARMEE

"Les amis du Général Guillermo Echeverria Vielmam sont solidaires et disposés à coopérer là où le besoin se fait sentir" a déclaré le Colonel d'aviation Luis Ernesto Sosa Avila, dans un dépliant publié le 10 octobre.

Sosa Avila demande que les autorités fassent preuve de respect envers le Général en retraite, Echeverria Vielman. Ce dernier a, dans une lettre ouverte à l'opinion publique, le 30 Septembre, blâmé avec virulence l'actuel régime militaire. Les autorités ont accueilli ce document avec sarcasme et mépris.

La publication du colonel Sosa Avila constituerait une preuve du mécontentement qui sévit dans certains milieux officiels vis-à-vis des dirigeants militaires.

CANDIDATS PRESIDENTIELS FACE AU SECTEUR PRIVE

La liberté d'action d'initiative privée sera garantie lors du prochain gouvernement quel que soit le parti vainqueur à la présidence. C'est du moins ce qui ressort des affirmations des candidats, lors d'un forum qui s'est tenu le 4 octobre, sous l'égide de la Chambre de Libre Entreprise.

"Jorge Serrano Elias, candidat du parti démocratique de coopération nationale, a affirmé qu'il était "partisan de la liberté d'entreprise et de la liberté économique", alors que le démocrate-chrétien, Vinicio Cerezo a quant à lui parlé de "réformes modérées" en excluant la possibilité d'une réforme agraire.

Pour leur part, les candidats d'une droite modérée, à savoir, messieurs Jorge Carpio et Alejandro Maldonado, représentants respectivement, l'Union de Centre National et le Parti National Renovateur, ont promis de respecter la liberté d'entreprise, de liquider les entreprises d'état, de diminuer les impôts et de limiter d'avantage l'interventionnisme public dans les activités économiques du secteur privé.

LA PIRE CRISE POLITIQUE DE L'HISTOIRE

Le député Hector Aragon Quinonez, vice-président de l'Assemblée nationale constituante, a déclaré le 9 octobre que le Guatemala traversait la pire crise politique, économique et sociale de toute son histoire.

Il a ajouté: "les générations antérieures n'ont jamais vécu une angoisse économique aussi poignante que celle qui nous étreint aujourd'hui."

Quant à lui, le député et candidat à la présidence, Alejandro Maldonado Aguirre,

a affirmé que le gouvernement qui assumera la présidence en 1985 "ne devait pas s'attendre à un lit de roses mais plutôt se préparer à affronter la violence, le ralentissement économique et les problèmes de prestige international".

RUMEURS A PROPOS D'UN NOUVEAU COUP D'ETAT

La commission de rédaction de la Constitution de l'Assemblée nationale constituante (ANC) s'est réunie, en secret, le 4 octobre pour étudier la situation politique nationale, à la suite de rumeurs prétendant que prochainement pourrait avoir lieu un coup d'état. C'est ce qu'~~annoncent des sources~~ "extraofficielle" de l'ANC.

Le 23 Mars 1982, un mouvement militaire, mené par le Général Efrain Rios Montt, a renversé le gouvernement du Général Lucas Garcia. En Août 1983 le Général Mejia Victores s'empara du pouvoir par le même procédé.

ECONOMIE

NOUVEAUX IMPOTS : SANS APPEL

"Je ne tolérerai pas de subir des pressions exercées par les différents secteurs. J'ai déjà suffisamment de problèmes avec le gouvernement" déclara le Général Mejia Victores le 4 octobre en faisant allusion aux remous enregistrés dans les divers secteurs économiques et sociaux à l'annonce d'une augmentation des impôts décrétée à la mi-septembre par le gouvernement militaire.

Le jour même, le Comité coordinateur des associations agricoles, commerciales, industrielles et financières (CACIF), organe suprême, représentant le secteur privé a réitéré son "refus catégorique d'accepter la création de nouveaux impôts", qui selon lui, "nuiraient sérieusement aux consommateurs et à la production nationale".

LE COSTA RICA SUSPEND LES RELATIONS COMMERCIALES AVEC LE GUATEMALA

Le Costa Rica a depuis le 9 octobre fermé ses frontières aux produits guatémaltèques. Selon une source officielle du Costa Rica, ce serait là la conséquence d'une suspension de paiements par le Guatemala alors que ce dernier doit au Costa Rica des dizaines de millions de dollars.

INSURRECTION

SEPT AFFRONTMENTS ARMES DANS LE SUCHITEPEQUEZ

L'Organisation du Peuple en Armes (ORPA) a causé 12 pertes aux troupes gouvernementales officielles au cours d'un combat et de six actions militaires menées entre le 4 et le 8 octobre dans la municipalité de Santa Barbara, au sud-ouest du département de Suchitepequez. Cette information a été donnée le 10 octobre par l'organisation insurrectionnelle.

Selon cette même ORPA, une des quatre organisations qui composent l'Unité Révolutionnaire National Guatémaltèque (URNNG), aucune perte n'est à déplorer parmi les rebelles.

EMBUSCADE INSURRECTIONNELLE A EL QUICHE

La junte militaire a officiellement reconnu la mort de deux soldats, tombés le 7

octobre au cours d'une embuscade tendue par des unités de l'Armée des Guerilleros des Pauvres (EGP) à un contingent militaire au nord-ouest du pays.

Selon les informations officielles, l'action se serait déroulée sur les rives du fleuve Tzabal, dans le département de El Quiche.

DROITS DE L'HOMME

"UN CADRE DANTEQUE : L'OEA"

La Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme de l'Organisation des Etats Américains (CIDH / OEA), dans son rapport annuel publié le 6 octobre à Washington, affirme que le Guatemala est le pays latino-américain qui compte le plus d'atteintes graves et fréquentes aux droits de l'homme.

Le document met en exergue que la détention et la disparition des personnes "ont été pratiquées par les forces de sécurité selon des plans pré-établis, étayés par des études psychologiques, anthropologiques et culturelles de la société guatémaltèque, et s'inscrivant dans le contexte d'un plan global de contre-insurrection".

La CIDH / OEA fait part d'une préoccupation particulière eu égard aux bombardements effectués par l'aviation militaire contre les populations civiles et signale que depuis la prise du pouvoir par le Général Mejia Victores, en Août 1983, la moyenne mensuelle de disparitions forcées s'élève à 80.

L'organisme humanitaire constate que les "esquadrans de la mort", dirigés par le gouvernement, sont réapparus sur la scène et il ajoute que les moyens légaux dont dispose le pays sont inefficaces pour protéger la population des violations des droits de l'homme commises par les autorités gouvernementales, qu'il qualifie de "cadre dantesque".

LE GOUVERNEMENT REFUSE LES INDICATIONS DE L'ONU

Le gouvernement militaire, dans un communiqué du 4 octobre, a fait savoir qu'il jugeait "les résolutions émises par les divers organismes de l'ONU -qui condamnent les gouvernements guatémaltèques de ces dernières années d'être responsables de bon nombre de violations des droits de l'homme- comme étant empreinte d'une partialité certaine et d'un manque d'à propos évident". Dans ce même communiqué, il récuse l'exactitude de faits dénoncés par la communauté internationale.

Deux résolutions de condamnation ont été émises par les différents organes de l'ONU -y compris l'Assemblée Générale- au cours de ces dernières années. La plus récente de ces résolutions date de la fin août.

Le chancelier Fernando Andrade, lui-même, a déclaré en rejetant le rapport de la Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme : "Nous croyons que les membres de la CIDH ont fait preuve d'impartialité".

DE JANVIER A AOUT : PLUS DE 1 000 ASSASSINATS

Le 10 octobre, la Commission des Droits de l'Homme du Guatemala (CDHG), faisait savoir qu'au cours des huit premiers mois de 1984, l'armée est responsable de la mort de 1 000 personnes et de l'enlèvement d'au moins 473.

D'après la CDHG, plus de 60 000 personnes dans le pays ont été victimes d'une ou l'autre forme de violation des droits de l'homme, perpétrée par les forces armées.

LE COMITE POUR LA JUSTICE ET LA PAIX ACCUSE

Le 4 octobre, à Bonn -Allemagne Fédérale-, des membres de Comité pour la Justice et la Paix du Guatemala, de tendance chrétienne ont dénoncé : "la répression gouvernementale qui n'a fait que croître au cours des derniers mois de façon brutale".

Ces même membres, devant l'éventuelle victoire gouvernementale de la démocratie chrétienne, n'en expriment pas moins des doutes quant à une diminution de la violence officielle.

31 ASSASSINATS EN UNE SEMAINE

Selon des rapports de presse et d'organismes de secours, 31 personnes auraient été assassinées, dans différentes zones du pays, entre le 2 et le 9 octobre, au cours d'agressions perpétrées par les forces de sécurité.

Douze cadavres, non-identifiés, ont été découverts dans un cimetière clandestin près de Rio Bravo, à quelques 140 Km au sud-ouest de la ville de Guatemala. Deux autres cadavres ont été repêchés alors qu'ils flottaient à la dérive dans le fleuve (Rio) Maria Linda, dans le département méridional de Escuintla.

Selon les mêmes sources, on dénombre 5 disparus, dont 2 enfants, et 17 autres personnes, blessées.

DELINQUANCE ET CRIMINALITE : REALITE QUOTIDIENNE

Au cours des dernières semaines, bon nombre de secteurs de la société guatémaltèque sont fortement préoccupés face à l'augmentation sensible de la délinquance et de la criminalité à laquelle participent les forces de sécurité.

"Guatemala, ville dangereuse", "Agression en chaîne", "Vague de vandalisme", "Plus personne ne sort le soir"... Voici quelques exemples de gros titres de la presse qui chaque jour distille une information angoissante : assassinats, viols, castrations et autres mutilations.

Dans un hôpital privé "Centre Médical", quelques 80 jeunes femmes durent être soignées la semaine dernière, pour des lésions résultant de viols.

D'après des rapports de presse, au cours du mois de septembre, 31 membres des forces de sécurité durent répondre de diverses accusations devant les tribunaux.

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX